

## PREFECTURE DES DEUX-SEVRES

### AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 17 février 2021,

une consultation du public est ouverte du lundi 29 mars au lundi 26 avril 2021 inclus en mairie de Moncoutant sur Sèvre, portant sur la demande d'enregistrement présentée par M. Guillaume FUZEAU, relative à un projet de modification de son élevage porcin situé à Moncoutant sur Sèvre.

Pendant cette période, les pièces du dossier, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, seront déposés à la mairie de Moncoutant sur Sèvre afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours et heures habituels suivants d'ouverture au public et formuler ses observations, sur le registre ouvert à cet effet les :

- lundi, mercredi et jeudi de 9h00 à 12h00 / 14h00 à 18h00
- mardi de 9h00 à 12h00 / 15h00 à 18h00
- vendredi de 9h00 à 12h00 / 14h00 à 17h00

**La consultation du dossier se fera dans le respect des mesures sanitaires à mettre en œuvre pour faire face à l'épidémie de covid-19.**

Le public pourra également adresser ses observations par correspondance au préfet des Deux-Sèvres (pôle environnement – BP 70000 79099 Niort Cedex 9) ou par voie électronique ([pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr](mailto:pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr)) en précisant dans l'objet «enregistrement – Guillaume FUZEAU ». Ces observations devront être transmises avant la fin du délai de consultation du public.

Cet avis accompagné de la demande de l'exploitant mentionnée à l'article R 512-46-3 du code de l'environnement seront mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres (<http://www.deux-sevres.gouv.fr> (rubriques « publications – annonces et avis – consultations publiques »).

L'ensemble du dossier de demande d'enregistrement sera consultable pendant toute la durée de la consultation du public, sur ce même site.

La décision d'enregistrement sera prise par le préfet des Deux-Sèvres. L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L 512-7 du code précité, ou d'un arrêté préfectoral de refus.